



Ça y est ! Ils l'avaient promis, ils l'ont fait : plus de 50 000 postes supprimés en 4 ans dans l'Éducation... Quelle entreprise privée – puisque c'est leur modèle – supporterait une telle saignée sans s'effondrer ? Quasiment plus aucune école, plus aucun bahut n'est épargné ou ne perçoit pas directement les conséquences des réductions de postes.

Alors les effectifs des classes augmentent tranquillement : même dans les quartiers populaires la « règle » des 25 élèves par classe n'est plus respectée. Alors nos conditions de travail se dégradent chaque jour : misères sociales et économiques allant croissantes avec la crise, on se retrouve avec de plus en plus de gamins pétant des câbles dans nos classes, parfois violents tant leur détresse est grande et nous sommes incapables d'y faire face faute de moyen humain, de temps, et surtout d'une école respectueuse de l'enfance et de l'adolescence. La suppression des RASED et des structures de prévention ou de soin fait qu'on parque tous ces gamins pêle-mêle quels que soient leurs maux dans des classes « clis » ou « ulis », pris en charge par des enseignants non formés ! Comment pourrait-il d'ailleurs y avoir encore une formation spécialisée lorsque c'est toute formation au métier d'enseignant qui est supprimée depuis l'année dernière ? Alors on assiste au délitement progressif de notre statut au profit d'une gestion individualisée de nos parcours professionnels, bientôt de nos salaires, avec la mise en place cette année des ECLAIR : les principaux de collèges peuvent commencer à recruter qui bon leur semble, sur « profil ». Bientôt, les directeurs/directrices d'école qui ne seront plus des pair-e-s mais des supérieur-e-s hiérarchiques feront de même. Tou-te-s nous feront passer des entretiens individuels qui permettront de moduler nos salaires, donner une prime aux « méritant-e-s ». Au quotidien, on voudrait donc que notre métier se réduise de plus en plus à des missions de sélection (les notes, les évaluations nationales, le livret personnel de compétence), de fichage (sconet, base élève).

Pour autant, nous ne sommes pas dupes de la journée « d'action » du 27 septembre 2011 : nous avons déjà fait la même l'année dernière... et l'année d'avant... et celle d'avant encore... Une journée sans lendemain, décidée par des centrales syndicales qui préparent les élections professionnelles qui auront lieu dans quelques semaines et pour lesquelles l'enjeu de cette journée est probablement ailleurs que dans la préparation à une lutte nécessaire.

Nous savons donc d'ores et déjà que, ce soir, nos revendications ne seront pas satisfaites... sauf... sauf si nous parvenons à imposer des démarches résolument collectives et massives.

Avoir une démarche collective, c'est s'unir pour réclamer plus de postes non pas pour son école ou son collège mais bien pour toutes les écoles et tous les collèges ; c'est décider ensemble et en assemblée générale des luttes que l'on mène, de leur date et de leur durée.

Ce ne sont pas les élections de mi-octobre, ni même celles du 6 mai 2012 qui nous redonneront tous les postes et les formations perdus. Ce ne sont pas ces votes qui nous permettront de lutter efficacement contre les mouvements actuels de privatisation, individualisation, rentabilisation des services publics du monde entier (ou ce qu'il en reste).

Alors, s'il est un vote aujourd'hui encore vraiment utile... c'est bien celui de la grève !

Mais d'une vraie grève...

celle qui impose un vrai rapport de force, celle qui se bat réellement, jusqu'à la victoire de nos revendications !

Fédération CNT des Travailleurs/euses de l'Éducation

32 rue d'Arras - 59000 Lille - Tél : 03 20 56 96 10

Mail : ssec5962@cnt-f.org

Site de la fédération CNT éducation : [www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte)

Site de l'union régionale des syndicats CNT : [www.cnt-f.org/59-62](http://www.cnt-f.org/59-62)